

ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO

RESTRICTED

GPA/W/268

30 de junio de 2003

(03-3450)

Comité de Contratación Pública

Original: inglés/
francés

ENMIENDAS AL APÉNDICE I DE SUIZA

Notificación de Suiza de conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV del ACP¹

El 23 de junio de 2003 se recibió de la Misión Permanente de Suiza la siguiente comunicación, con el ruego de que se distribuya a las Partes en el Acuerdo sobre Contratación Pública (1994).

Tengo el honor de dirigirme a usted en relación con una enmienda al Apéndice I del Acuerdo sobre Contratación Pública resultante de las consultas celebradas entre Hong Kong, China y Suiza. El artículo XXIV del Acuerdo contiene las disposiciones relativas a su entrada en vigor y, de conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV, por la presente comunico a usted la enmienda introducida en las Notas generales de Suiza que figuran en el Apéndice I del Acuerdo.

La enmienda propuesta se basa en los resultados de las consultas celebradas entre Hong Kong, China y la Confederación Suiza en relación con la contratación de autoridades y organismos públicos al nivel de ciudades y distritos.

El 6 de diciembre de 2002, Suiza presentó a la Secretaría una notificación de conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV del ACP en la que informa que ha acordado liberalizar la contratación de autoridades y organismos públicos a nivel de ciudades y distritos con la Comunidad Europea, Noruega, Islandia y Liechtenstein, añadiendo en el Acuerdo un nuevo punto 3 en el Anexo 2 del Apéndice I en el apartado "Lista de entidades". Suiza ha añadido además un nuevo inciso en la Nota general 1, ya que el nuevo punto 3 del Anexo 2 del Apéndice I no se aplicará a los demás Miembros.

El 10 de enero de 2003, Hong Kong, China presentó a la Secretaría una comunicación en la que dejaba constancia de sus reservas a la notificación de Suiza.

¹ El apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV establece lo siguiente: "Las rectificaciones, transferencias o enmiendas de otro tipo de carácter puramente formal o menores surtirán efecto a condición de que en un plazo de 30 días no se presente objeción a ellas. De no ser así, el Presidente del Comité convocará prontamente una reunión del Comité. El Comité examinará la propuesta y las posibles demandas de arreglos compensatorios, con el fin de mantener un equilibrio de derechos y obligaciones y un nivel comparable del alcance mutuamente convenido previsto en el presente Acuerdo antes de la notificación de que se trate. En caso de que no se llegue a un acuerdo, podrá llevarse adelante la cuestión con arreglo a las disposiciones del artículo XXII."

Basándose en las consultas bilaterales y de conformidad con las deliberaciones que tuvieron lugar en la reunión del Comité de Contratación Pública el 6 de febrero de 2003, Suiza aceptó, una vez observado el procedimiento interno, extender a Hong Kong, China la liberalización de la contratación de autoridades y organismos públicos a nivel de ciudades y distritos. Teniendo en cuenta lo expuesto, Hong Kong, China retiró las reservas relativas a la notificación de Suiza de 12 de diciembre de 2002. En consecuencia, Suiza propone que se suprima la referencia a "Hong Kong, China" del segundo inciso de la Nota general 1 que figura en el Apéndice I.

El apéndice A del presente documento contiene la enmienda propuesta a las Notas generales en color rojo y tachado y el apéndice B contiene las Notas generales revisadas después de la aceptación de las enmiendas propuestas.²

² Ambos apéndices figuran únicamente en el idioma original.

ANEXO

ENMIENDA AL APÉNDICE I DEL ACUERDO SOBRE CONTRATACIÓN PÚBLICA DE SUIZA

De conformidad con el apartado a) del párrafo 6 del artículo XXIV del Acuerdo sobre Contratación Pública, el Gobierno de Suiza presenta al Comité de Contratación Pública la siguiente enmienda a las Notas generales de Suiza que figuran en el Apéndice I del Acuerdo:

- suprimase la referencia a "Hong Kong, China" del segundo inciso en la Nota general 1. Tras la supresión, el inciso quedará redactado como sigue:

"en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des États-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; de Singapour; et d'Aruba".

ATTACHMENT A

**NOTES GÉNÉRALES ET DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE III**

1. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord:
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des États-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; ~~de Hong Kong, Chine;~~ de Singapour; et d'Aruba;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 3 dans les secteurs suivants:
 - eau: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Singapour;
 - électricité: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, du Japon et du Singapour;
 - aéroports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, de la Corée et des États-Unis d'Amérique;
 - ports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - transports urbains: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, d'Israël, du Japon, de la Corée et des États-Unis d'Amérique;

tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés;

 - aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.

2. Les dispositions de l'Article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
 - Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les organismes mentionnés à l'Annexe 2, chiffre 2, tant que la Suisse n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités des gouvernements sous-centraux;
 - Japon, Corée et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés à un fournisseur de produits ou de services d'autres Parties au présent accord, lorsque ledit fournisseur est une entreprise petite ou moyenne au sens

APPENDIX I	SWITZERLAND	GENERAL NOTES	<i>French</i>	Page 2/2
------------	-------------	------------------	---------------	----------

du droit suisse, tant que la Suisse n'aura pas constaté que ces pays n'appliquent plus de mesures discriminatoires pour favoriser certaines petites entreprises nationales ou certaines entreprises nationales détenues par les minorités;

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication par des entités suisses de marchés dont la valeur est inférieure au seuil appliqué à la même catégorie de marchés par lesdites Parties.
3. Tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent l'accès de leurs marchés aux fournisseurs suisses de produits et de services suisses, elle n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
- Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant des n° 36, 70 et 74 de la FSC (machines industrielles spéciales; matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire (sauf 7010: Configurations d'équipement de traitement automatique des données); machines de bureau, matériel de bureautique et d'informatique de bureau;
 - Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant du n° 58 de la FSC (matériel de communications, matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent) et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les équipements de contrôle du trafic aérien;
 - Corée et Israël en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'Annexe 3, chiffre 2 pour les produits relevant des n° 8504, 8535, 8537 et 8544 du SH (transformateurs électriques, prises de courant, interrupteurs et câbles isolés); Israël, en ce qui concerne les produits relevant des n° 8501, 8536 et 902830 du SH;
 - Canada et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les marchés de fournitures et de services entrant dans le cadre de marchés qui, tout en étant passés par une entité relevant du champ d'application du présent accord, ne sont pas eux-mêmes soumis à ce dernier.
4. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés passés en vertu:
- d'un accord international et portant sur la réalisation ou l'exploitation en commun d'un ouvrage par les États signataires;
 - de la procédure spécifique d'une organisation internationale.
5. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés de produits agricoles passés en application de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
6. Les engagements pris par la Suisse dans le domaine des services au titre du présent accord sont limités aux engagements initiaux spécifiés dans l'offre finale suisse présentée dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services.

ATTACHMENT B

**NOTES GÉNÉRALES ET DÉROGATIONS AUX DISPOSITIONS
DE L'ARTICLE III**

1. La Suisse n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord:
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées au chiffre 3 de l'Annexe 2 aux fournisseurs de produits et de services des États-Unis d'Amérique; d'Israël; du Japon; de la Corée; de Singapour; et d'Aruba;
 - en ce qui concerne les marchés passés par les entités mentionnées à l'Annexe 3 dans les secteurs suivants:
 - eau: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Singapour;
 - électricité: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, du Japon et du Singapour;
 - aéroports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, de la Corée et des États-Unis d'Amérique;
 - ports: aux fournisseurs de produits et de services du Canada;
 - transports urbains: aux fournisseurs de produits et de services du Canada, d'Israël, du Japon, de la Corée et des États-Unis d'Amérique;
- tant qu'elle n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent aux entreprises suisses un accès comparable et effectif aux marchés considérés;
- aux fournisseurs de services des Parties qui n'incluent pas, dans leurs propres listes, les marchés de services passés par les entités mentionnées aux Annexes 1 à 3 et concernant les catégories de services visées aux Annexes 4 et 5.
2. Les dispositions de l'Article XX ne sont pas applicables aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
 - Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés par les organismes mentionnés à l'Annexe 2, chiffre 2, tant que la Suisse n'a pas constaté que ces pays ont complété la liste des entités des gouvernements sous-centraux;
 - Japon, Corée et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication de marchés à un fournisseur de produits ou de services d'autres Parties au présent accord, lorsque ledit fournisseur est une entreprise petite ou moyenne au sens

... 2003 (WT/Let/...)

du droit suisse, tant que la Suisse n'aura pas constaté que ces pays n'appliquent plus de mesures discriminatoires pour favoriser certaines petites entreprises nationales ou certaines entreprises nationales détenues par les minorités;

- Israël, Japon et Corée en ce qui concerne les recours intentés contre l'adjudication par des entités suisses de marchés dont la valeur est inférieure au seuil appliqué à la même catégorie de marchés par lesdites Parties.
3. Tant que la Suisse n'aura pas constaté que les Parties concernées assurent l'accès de leurs marchés aux fournisseurs suisses de produits et de services suisses, elle n'étendra pas le bénéfice des dispositions du présent accord aux fournisseurs de produits et de services des pays suivants:
- Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant des n° 36, 70 et 74 de la FSC (machines industrielles spéciales; matériel d'informatique général, logiciel, fournitures et matériel auxiliaire (sauf 7010: Configurations d'équipement de traitement automatique des données); machines de bureau, matériel de bureautique et d'informatique de bureau;
 - Canada, en ce qui concerne les marchés portant sur les produits relevant du n° 58 de la FSC (matériel de communications, matériel de détection des radiations et d'émission de rayonnement cohérent) et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les équipements de contrôle du trafic aérien;
 - Corée et Israël en ce qui concerne les marchés passés par les entités énumérées à l'Annexe 3, chiffre 2 pour les produits relevant des n° 8504, 8535, 8537 et 8544 du SH (transformateurs électriques, prises de courant, interrupteurs et câbles isolés); Israël, en ce qui concerne les produits relevant des n° 8501, 8536 et 902830 du SH;
 - Canada et États-Unis d'Amérique en ce qui concerne les marchés de fournitures et de services entrant dans le cadre de marchés qui, tout en étant passés par une entité relevant du champ d'application du présent accord, ne sont pas eux-mêmes soumis à ce dernier.
4. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés passés en vertu:
- d'un accord international et portant sur la réalisation ou l'exploitation en commun d'un ouvrage par les États signataires;
 - de la procédure spécifique d'une organisation internationale.
5. Le présent accord n'est pas applicable aux marchés de produits agricoles passés en application de programmes de soutien à l'agriculture ou de programmes d'aide alimentaire.
6. Les engagements pris par la Suisse dans le domaine des services au titre du présent accord sont limités aux engagements initiaux spécifiés dans l'offre finale suisse présentée dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services.